

Un cinquantenaire, mais pas de success story

Lorsque j'étais jeune, nous rêvions, à la suite des adultes bien sûr qui nous éduquaient, d'une ONU forte qui réussirait un jour à éliminer toute guerre, toute épidémie, toute famine de la terre. Le slogan d'un 'gouvernement mondial' était à l'ordre du jour et le pape Paul VI, lors de son spectaculaire voyage à New York en 1968, n'était pas le moindre de ses protagonistes.

En 1989, à la fin de la guerre froide, ces idées prirent une nouvelle envolée, parce que désormais les grandes puissances n'allaient plus se bloquer l'une l'autre pour empêcher une intervention vigoureuse en cas de menace meurtrière dans telle région du monde. Cinq ans plus tard nous savons qu'il n'en a de rien été. La confiscation de l'ONU par les Etats-Unis n'a guère permis à celle-ci de jouer un rôle autonome et d'imposer son respect à des belligérants potentiels. Les guerres en ex-Yougoslavie ne constituent qu'un des échecs patents du "grand machin", comme de Gaulle l'avait appelé.

En 1995 l'ONU a fêté ses 50 ans. La quantité de livres et de brochures parus à cette occasion est innombrable et il n'entre nullement dans nos intentions d'en faire l'inventaire. Si l'actualité a heureusement empêché la plupart des auteurs et éditeurs de produire de simples panégyriques, ceux dans lesquels domine la langue de bois font néanmoins légion. Il n'en va pas autrement d'une documentation diffusée par le Service Information et Presse du gouvernement luxembourgeois:

Le Luxembourg et l'ONU (1945-1995). Édité par le Comité national pour la coopération avec les Nations Unies, Luxembourg, 1995, 132 pp., ill.

La brochure dresse le catalogue des missions luxembourgeoises auprès de l'ONU et de ses institutions spécialisées, énumère les contributions luxembourgeoises, financières, artistiques (mais sans expliquer pourquoi le Luxembourg a fait don, en 1988, au siège new-yorkais d'une sculpture d'un artiste suédois) et en personnel, aux ac-

tivités de l'ONU, retrace brièvement les prises de position luxembourgeoises dans les grands conflits traités à l'ONU, rassemble une douzaine de témoignages etc. On n'exagère guère en prétendant que le degré d'information tend vers zéro, car rien n'y est dit qui ne soit connu et aucun effort n'est fait pour expliquer l'arrière-fonds de cette politique luxembourgeoise vis-à-vis de l'ONU. Brochure jubilaire superflue, est-on tenté de dire, comme il en existe tant d'autres, quand c'est le gouvernement qui en est le maître d'ouvrage, s'il n'y avait au moins l'un ou l'autre témoignage personnel qui est plus concret et qui - tel celui de Jean Feyder, l'ancien ambassadeur auprès de l'ONU à New York - qui montre à l'aide d'un exemple très précis - la résolution 688 légitimant les interventions de l'ONU en Irak pour protéger le peuple kurde: première entorse faite au sacro-saint principe de non-ingérence - quel peut être le rôle concret et pas du tout négligeable d'un petit Etat, voire d'un homme, dans cet organisme géant.

Mais dans la masse des publications jubilaires il nous faut signaler aussi une parution belge qui sort du lot:

L'ONU dans tous ses états. Son histoire - Les principes et les faits - Les nouveaux défis - Et les réformes?, coll. "GRIP-informations" n° 24, Bruxelles, 1995, 203 pp., ill.

Dans de très courts articles (entre 3 et 10 pages) une bonne vingtaine d'auteurs (parmi eux un Luxembourgeois: Marc Schmitz) expliquent d'abord sobrement les principes à la base de l'organisation mondiale et son fonctionnement complexe. Dans une deuxième partie ils confrontent les objectifs de l'ONU à son histoire à l'époque de la guerre froide en épinglant notamment la guerre de Corée, l'opération au Congo belge, la question palestinienne, sans négliger un volet souvent oublié par les commentateurs de l'ONU: son échec en matière de développement économique et social après la décolonisation. Jean-François Guilhaudis

se montre plus optimiste en matière de politique de désarmement.

La troisième partie, la plus large, analyse les actions de l'ONU face à certaines crises actuelles (guerre du Golfe, Cambodge, Somalie, Rwanda, Haïti, ex-Yougoslavie). Mais loin de se limiter à décrire, voire à glorifier les actions des casques bleus, les auteurs cherchent à en expliquer les limites, à montrer les tentatives de se donner de nouveaux instruments d'intervention (assistance humanitaire, droits des minorités, ...), tout en posant des questions qui seront approfondies au dernier chapitre: quelles réformes pour quel avenir? Faut-il créer une armée permanente de l'ONU? Comment réorganiser et recomposer le Conseil de sécurité? Comment assurer le financement de l'ONU? Comment promouvoir la démocratie, sur laquelle la Charte de 1945 fait le silence? Bernard Adam plaide dans la contribution finale pour une triple politique préventive: d'une part par le développement économique et social, car "sans développement, pas de paix", d'autre part par une réduction des stocks d'armements et une limitation de leurs exportations, et finalement par une diplomatie préventive, ce qui exige, il est vrai, une volonté politique bien plus résolue. En partie ces objectifs ne se laisseront résoudre sans doute que si les questions abordées dans la quatrième partie trouvent une solution adéquate: la mainmise des Etats-Unis (malgré leurs arriérés!) doit faire place à une nouvelle coopération de l'ONU avec des organisations régionales dont l'Union européenne n'est pas la moindre, mais qui traîne du pied quand il s'agit de se donner une politique étrangère commune. (Relire dans ce contexte le témoignage cité de Jean Feyder.)

Voilà un livre pas cher (545 Flux) qui ne devrait manquer dans aucune bibliothèque scolaire qui permettra au professeur de dépasser le manuel qui se limite à décrire les structures onusiennes et où un élève trouvera assez de matière facile à digérer pour un exposé nuancé sur un sujet complexe en Histoire ou en Connaissance du monde contemporain. m.p.